



Communiqué du 7 septembre 2015

Se mobiliser pour les réfugiés

Aura-t-il fallu la photo d'Aylan pour que la situation des réfugiés ne puisse plus être ignorée ?

La responsabilité de l'Europe est importante devant les populations qui par milliers meurent en Méditerranée ou sur les routes d'Europe, fuyant les guerres, le despotisme, la misère mais aussi devant celles et ceux qui meurent dans leur pays sous les bombes et la dictature.

Il n'est pas acceptable de laisser les associations et les bénévoles faire face, seuls, à l'accueil des migrants. La FSU demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour accueillir dignement et dans de bonnes conditions ces réfugiés.

Il doit également peser pour que tous les pays de l'Union Européenne prennent d'urgence les dispositions nécessaires en ce sens mais aussi pour le respect des règles relatives à la libre circulation des personnes et au droit d'asile.

La question de l'immigration, en France comme ailleurs, ne se règlera ni par la violence ni par le déni. Les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité sont aujourd'hui mises à l'épreuve dans notre pays. Il ne s'agit ni plus ni moins que de permettre à toutes ces personnes de trouver un accueil, de se construire un avenir. Il ne s'agit ni plus ni moins que de respecter les droits humains les plus élémentaires, les droits de l'enfant aussi. C'est dans le droit fil de la tradition historique d'accueil de notre pays.

Le mouvement citoyen doit se développer pour manifester sa solidarité envers tous les réfugiés. La FSU appelle en ce sens à la réussite des mobilisations organisées dans toutes les villes de France, et d'ores et déjà au rassemblement unitaire organisé demain à 18h30 Place de la République à Paris.

La Conférence internationale annoncée aujourd'hui par le Président ne prendra tout son sens que si elle débouche sur des actions concrètes. Pour être crédible, cette Conférence devra se pencher sur les conséquences de la multiplication des zones de conflits sur le globe, du changement climatique mais aussi sur les inégalités entre le « Nord et le Sud », notamment en matière de répartition des richesses. La réflexion devra également porter sur le droit d'asile et plus généralement sur les politiques migratoires menées. La FSU demande que les partenaires (associations, organisations, élus...) soient réunis rapidement pour y travailler et qu'un débat public soit organisé.